

à faire au Parlement, à la séance qui suivra l'issue de ces réunions.

L'hon. M. Pearson: A titre de question supplémentaire, puis-je demander au ministre si Washington a consulté le gouvernement canadien avant de prendre sa décision?

L'hon. M. Hees: Monsieur l'Orateur, nous n'avons pas été consultés. A ma connaissance, aucune mesure précise n'a encore été prise dans ce domaine. Ces questions seront débattues avec les hauts fonctionnaires américains qui viendront à Ottawa, mais d'après ce que je sais, il n'a pas été pris de mesures encore.

M. T. C. Douglas (Burnaby-Coquitlam): Le ministre du Commerce peut-il nous dire si les contingents proposés excèdent les importations habituelles de pétrole canadien aux États-Unis?

L'hon. M. Hees: Nous ne saurons pas au juste en quoi consistent les propositions ou quelles en seront les répercussions, avant que les fonctionnaires des États-Unis arrivent ici pour ces entretiens. A ce moment-là, la question sera débattue par les représentants des deux gouvernements.

(Texte)

ÉTABLISSEMENT D'UNE SOCIÉTÉ CHARGÉE DE
RÉALISER L'EXPOSITION UNIVERSELLE
DE 1967, À MONTRÉAL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Vincent Drouin (Argenteuil-Deux-Montagnes): Ma question s'adresse à l'honorable ministre associé de la Défense nationale.

Peut-il nous dire si une entente est intervenue entre les gouvernements fédéral, provincial et municipal relativement à la formation d'une corporation qui serait chargée de la réalisation de l'exposition universelle de 1967, qui se tiendra à Montréal?

L'hon. Pierre Sévigny (ministre associé de la Défense nationale): Monsieur le président, en réponse à la question de l'honorable député, je tiens à dire que les avocats des trois gouvernements en question sont à étudier le bill qui doit être présenté ici.

Nous espérons que tous seront bientôt d'accord, car nous désirons soumettre le bill au Parlement le plus tôt possible afin que soit mis en œuvre tout ce qui est nécessaire pour l'exposition universelle.

(Traduction)

M. Alan Macnaughton (Mont-Royal): Permettez-moi de poser une question complémentaire. J'ai une question semblable à poser au ministre associé de la Défense nationale. Dans sa réponse à l'honorable député, il a employé l'expression « aussitôt que possible ». Puis-je lui

[L'hon. M. Hees.]

demander si ces mots signifiaient dans quelques jours ou dans quelques semaines car, d'après la déclaration même du ministre, la célérité est importante.

L'hon. M. Sévigny: En réponse à cette question, nous espérons que tous tomberont d'accord sur le libellé de la mesure d'ici quelques jours et, dans ce cas, il ne serait pas retardé. Je pense, comme l'honorable député, que cette société de la Couronne devrait être constituée le plus tôt possible afin qu'elle puisse se mettre au travail.

STAND FÉDÉRAL AUX EXPOSITIONS MONDIALES DE
NEW-YORK ET DU CANADA

A l'appel de l'ordre du jour.

M. John H. Addison (York-Nord): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Commerce. Le gouvernement a-t-il l'intention de monter un stand à l'exposition mondiale de New-York et à l'exposition mondiale qui aura lieu au Canada?

Une voix: Paul Martin!

L'hon. George H. Hees (ministre du commerce): J'entends qu'on propose d'y exposer le député d'Essex-Est. Les visiteurs en seraient trop surpris, monsieur l'Orateur! Nous étudions la question.

LE TABAC—INTERPELLATION AU SUJET DE LA
VENTE DE LA PRODUCTION ONTARIENNE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. C. Honey (Durham): J'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture. Peut-être l'un de ses collègues ou l'un des secrétaires parlementaires pourrait-il y répondre en son absence. Étant donné la situation critique qui a abouti à la fermeture des débouchés pour le tabac jaune en Ontario, le ministre pourrait-il nous dire si le gouvernement conclura une entente aux termes de la loi sur la vente coopérative des produits agricoles pour qu'on puisse disposer du tabac jaune produit dans la province d'Ontario en 1962?

M. l'Orateur: A l'ordre! Le député aura peut-être la bonté de consulter le hansom pour y relever la décision rendue hier au sujet d'une question analogue posée par le député d'Essex-Sud.

M. Honey: J'invoque le Règlement. Puis-je...

M. l'Orateur: En ce qui concerne la détermination de l'importance que comporte cette question, l'Orateur a déjà rendu sa décision.

(Plus tard)

M. Jack Roxburgh (Norfolk): Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de l'Agriculture, puis-je demander à son secrétaire